

Extrait du Madagascar-Tribune.Com

<http://www.madagascar-tribune.com>

Communauté internationale : se soumettre ou se démettre ?

- Editorial -

Date de mise en ligne : mercredi 8 avril 2009

Madagascar-Tribune.Com

Tous les signes montrent que dans quelques mois, la Communauté internationale aura viré sa cuti. Les belles condamnations unanimes et les demandes de retour à l'ordre constitutionnel, aux premiers jours du coup d'Etat perpétré par Andry Rajoelina, commencent à faire place à des positions plus nuancées. Dans le monde, les intérêts géopolitiques ne se sont jamais préoccupés plus qu'il ne faut de démocratie et de droits de l'homme. Pourquoi en serait-il différemment à Madagascar ?

L ombre françafricaine...

Les changements à venir dans la position internationale sont pour beaucoup le résultat de la diplomatie française : discrète, trouble, françafricaine mais efficace. Alors que côté jardin, Nicolas Sarkozy exprimait une condamnation officielle du coup d'Etat ; côté cour, son ambassadeur Jean-Marc Chataigner était chargé de tirer les marrons du feu. Exercice difficile, entre d'une part la nécessaire gestion d'un sentiment anti-français réel suite au jeu trouble de l'ancienne puissance coloniale pendant la crise, et d'autre part la volonté de poursuivre dans la logique d'un soutien à Andry Rajoelina commencé on ne sait trop quand, effectué on ne sait trop comment, et fourni on ne sait trop en échange de quoi. Quant au pourquoi, ce serait sans doute la question la moins difficile à répondre. Quoi qu'il en soit, pour le moment l'ancienne puissance coloniale évite donc de se mettre trop en avant, mais reste active dans les coulisses en téléguidant l'Union européenne (UE).

Les intérêts de la géopolitique n'ont jamais tenu compte du Droit constitutionnel ou des Droits de l'homme. Dans un contexte économique de récession, les contrats arrachés par Total à Madagascar ou au Gabon, Areva en Lybie ou Dassault en Chine sont bien plus importants que les verbiages grandiloquents de batailles perdues d'avance au nom de la démocratie en Afrique, de la légalité constitutionnelle à Madagascar ou de la liberté du Tibet. Patrie de la déclaration universelle des droits de l'homme dites-vous ? Mais c'était en 1789 cela, Citoyens et Citoyennes Malgaches ! À l'époque, la France n'avait pas besoin de pétrole... Et n'en déplaît aux altermondialistes, aux révolutionnaires illuminés et autres doux utopistes, les relations entre États sont guidées par des intérêts économiques basement matériels. Cependant, il ne faut pas croire que les effets pervers de la géopolitique soient une tare uniquement Française ou Européenne. Les actions visibles ou invisibles des Etats-Unis en Amérique latine sont là pour le prouver. Les aspects spirituels seront donc laissés au Dalai-lama ou au Pape.

L'intervention d'un forumiste sur l'éditorial d'hier était plein de sagesse. « *La France est responsable de sa politique. En d'autres termes, elle continue son chemin, elle se doit de conduire sa politique, c'est son affaire. Par contre, notre affaire, l'affaire des Malgaches serait de ne pas soutenir cette politique à nos dépens* » soulignait Observateur. En effet, l'Hexagone mène sa politique étrangère au gré de ses intérêts, ce qui est normal. On ne va donc pas reprocher à Jean-Marc Chataigner ou aux habiles marionnettistes de la françafrique de faire ce pour quoi ils sont payés. Tant pis pour ceux qui se laissent faire. Et malédiction et honte jusqu'à leur descendance la plus lointaine pour tous les politiciens du Tiers-Monde qui se laissent manipuler et financer par les puissances étrangères pour des motifs scabreux.

Il semble donc que derrière le légalisme de prestige de Nicolas Sarkozy, les coulisses diplomatiques s'agitent dans le sens contraire. Comme nous le signalions hier, la France manoeuvre en s'abritant derrière des organisations régionales telles que l'Union européenne ou la Commission de l'Océan indien. « *Il y a eu un coup d'Etat, ce n'était pas une élection démocratique* », a déclaré au nom de l'UE le chef de la diplomatie tchèque, Karel Schwarzenberg, au cours d'une conférence de presse à Bruxelles le 20 mars 2009. Quelques jours après, [le secrétaire d'Etat français à la Coopération](#), Alain Joyandet déclarait : « *Je ne sais pas ce que l'ancien président (Marc Ravalomanana), qui pour nous est toujours le président en titre, va faire, mais nous appelons au dialogue* ». Mais en diplomatie, surtout Française en Afrique, il y a ce que l'on dit, et il y a ce que l'on fait.

Le 30 mars 2009, l'Ambassadeur de l'Union européenne Jean-Claude Boidin envoie une note officielle à ses partenaires : « (&) aucune mesure de suspension de l'aide à Madagascar n'a été prise (&) en relation avec la situation politique actuelle. Dans l'intérêt premier des bénéficiaires et des populations concernées, la mise en Suvre de tous les contrats en cours se poursuit donc normalement, partout où les conditions le permettent : les paiements qui en résultent sont exécutés normalement ». Dix jours pour faire le grand écart : chapeau au travail de l'ambassadeur de France, auteur par ailleurs de divers ouvrages, dont « *Etats et sociétés fragiles - Entre conflits, reconstruction et développement* » (Karthala, 2007). Il a donc étudié et réfléchi sur la question des crises et des conflits, d'où son efficacité souterraine indéniable.

Téloguidée par la France, la position de l'Union européenne est donc claire. Les projets continuent, sous le pieux prétexte du « *bénéfice de la population Malgache* », ce qui est d'ailleurs également la thématique de la plus récente position française, qui vient de souligner que son aide va continuer. Faut-il donc y voir une reconnaissance *de facto* ? Oui, car pour qu'un projet intergouvernemental s'exécute, il faut en principe qu'il y ait une collaboration entre l'agence de coopération technique et financière et le Gouvernement en place. Mais il y a également des raisons techniques à cette poursuite des projets en cours de la France et de l'Union européenne. Primo, ne pas perdre les premiers résultats des actions en cours. Secundo, éviter des problèmes juridiques et financiers pour non paiement de travaux engagés par des fournisseurs ou prestataires. Concrètement, pour l'Union européenne, rien ne change sur le terrain, sauf en ce qui concerne les nouveaux contrats qui attendront sans doute des calendes grecques (Europe oblige) pour être approuvés. Quant à la France, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, du moins à Madagascar.

... mais qui n'est pas sans limites

Cependant, si l'Union européenne est de façon naturelle dans le giron de la France, d'autres entités ou même d'autres pays ne se laisseront pas si facilement convaincre d'adouer le chouchou de l'Hexagone. Déjà, en Europe, la Norvège n'a eu aucun état d'âme pour suspendre son aide. Reconnue comme un des pays les plus démocratiques au monde, et toujours classée parmi le peloton de tête [des pays au développement humain élevé](#) (second en 2008), la Norvège est un des rares Etats qui ne prostitue pas ses principes au nom de son économie. De toutes façons, elle est une des Nations les plus riches de la planète.

La position américaine est également claire, et hors de la portée des tripatouillages du Quai d'Orsay. Sans ambiguïté, contrairement à leurs cousins d'outre-Atlantique, ils ont condamné, ont évacué leur personnel non-essentiel, et ils ont suspendu leur aide. Sans doute [le braquage par les bidasses du CAPSAT](#) dont a été témoin et victime leur ambassadeur le 17 mars 2009 au Bucas à Antanimena est pour beaucoup dans leur perception de la situation. Et si il est vrai qu'en diplomatie il n'y a jamais de colère éternelle, on peut raisonnablement penser que de l'eau passera sous les ponts du Potomac avant que Washington ne révise sa position.

On connaît également les liens forts entre Washington et les institutions de Bretton Woods. Le Fonds monétaire international (FMI) est dirigé par un français, ce qui peut être utile pour promouvoir le point de vue hexagonal. D'ailleurs, les fonctionnaires du Ministère des Finances révèlent que le Représentant résident du FMI (qui va partir à la retraite en Juillet prochain, et qui n'a donc plus de carrière à gérer) rend souvent visite à Benja Razafimahaleo. Quant à la Banque mondiale, qui est avec l'Union européenne le plus gros bailleur de fonds à Madagascar, elle est beaucoup plus de sensibilité américaine que française. Les seuls signes de vie dont la Banque mondiale a gratifié la presse sont la signature du [communiqué norvégien sur la situation des enfants Malgaches](#), et un laconique « situation en cours d'évaluation » obtenu au téléphone il y a deux semaines. La bureaucratie des organisations internationales étant ce qu'elle est, on ne sait quand cette évaluation sera achevée, et même si elle a déjà commencé. Mais sinon, la Banque mondiale, pourtant co-signataire avec le FMI de la demande d'explications sur les problèmes de gouvernance du temps de Ravalomanana, est étrangement silencieuse depuis le début de la crise.

Pour Andry Rajoelina, pas de nouvelles signifie-t-il bonnes nouvelles ? Rien n'est moins sûr, car la Banque mondiale a été l'un des membres de la communauté internationale les plus intransigeants en Mauritanie et en Guinée. Mais on lit souvent sur les forums pro-TGV que la Mauritanie n'est pas Madagascar, car si en Afrique on fait des coups d'Etat, à Madagascar on fait des *tolom-bahoaka* (luttés populaires). Que le lecteur et le Red'chef nous permettent très exceptionnellement la trivialité d'une interjection : *kozy ve zany...*

Enfin, l'Union africaine est aussi un cas à part. Elle est d'une part phagocytée par des dictateurs apprentis ou confirmés, et qui rendent risibles ses piailllements pour un respect de la démocratie et de l'ordre constitutionnel. Mais d'autre part, certains de ses chefs sont souvent de grands amis de la France, à qui ils doivent souvent une exceptionnelle longévité. Et si Abdoulaye Wade faisait en 2002 figure de champion de la démocratie à l'échelle continentale, il est de plus en plus contaminé - selon les sénégalais eux-mêmes - par le virus des Bongo, Sassou Nguesso et autres Mugabe. Toutefois, différence notable à mettre à l'actif du Président sénégalais : son parti politique a perdu beaucoup de villes lors des élections municipales de Mars dernier, dont celle de Dakar. Maître Wade a cependant déclaré publiquement qu'il respecterait la voix des urnes, et ne chercherait pas à mettre des bâtons dans les roues du maire placé par l'opposition à la tête de la Capitale sénégalaise. Comme quoi, le malheur des uns fait les bonnes leçons pour les autres&

La présence de Ablassé Ouedraogo, observateur de l'Union africaine aux Assises nationales organisées par la HAT, mais aussi à celles des légalistes et pro-TIM au Carlton, montre le regard attentif de l'organisation continentale sur la situation Malgache. La condamnation n'est donc pas véritablement rejet, et les Africains se donnent de la latitude pour un revirement de position, même si on doute cependant que cela irait jusqu'au maintien comme prévu de l'accueil du Sommet à Antananarivo. Mais l'expérience des dernières semaines montre que plus rien n'est impossible à Madagascar. Et sans doute, Andry Rajoelina (qui aime qu'on l'appelle Président, et ce depuis longtemps) salive déjà à l'idée de faire un discours à la prestigieuse tribune des Nations unies lors de l'Assemblée générale de Septembre prochain. Car l'ONU elle aussi n'a pas encore fait de déclaration récente de reconnaissance ou de rejet. Et en fonction de l'issue du bras de fer diplomatique qui va se dérouler entre la France et les Etats-Unis, elle a des chances de suivre la tendance qui se dessine sournoisement mais sûrement, derrière les locomotives TGV-istes de la France et de l'Union européenne.

Effet Zazah contre effet Béberty

Comment expliquer ces changements de position présents ou futurs ?

Il y a tout d'abord le fait que la Haute autorité de l'Etat (HAT) a gagné en respectabilité. Cette respectabilité qui tardait à venir a également eu des impacts sur le plan national, car de source sûre, une des raisons du retard dans la mise en place du Gouvernement de transition était le désistement de plusieurs personnes qui ont accepté d'en faire partie avant de se raviser. Après s'être appuyé sur un groupe de putschistes, de vociférants de place publique, de dinosaures politiques, de bidasses et d'hommes de basses besognes, Andry Rajoelina est en train de gagner une autre stature. Non pas vraiment que l'ancien rebelle ait gagné en maturité, mais plutôt parce que l'effet Zazah est sans doute en train de jouer. Ayant une bonne notoriété au sein des bailleurs de fonds tout en rassurant les opposants modérés et la société civile, Zazah Ramandimbarison, directeur de cabinet de la HAT, est en effet le stratège qui a orchestré les Assises nationales, et sans aucun doute favorisé certaines défections dans les rangs du TIM. Il a également de bons réseaux, et en tant qu'ancien cadre de la Banque mondiale, il connaît les arguments qui peuvent faire mouche auprès de la communauté internationale.

Question : pourquoi un homme de cette qualité s'est-il embarqué dans cette galère insurrectionnelle, même si elle a été ensuite légalisée par des artifices que Machiavel ne dédaignerait pas ? Option 1, patriotisme : volonté de jouer un rôle dans un moment crucial et éviter que sa patrie ne parte à la dérive. Option 2, revanche : l'homme n'aurait pas

bien digéré son limogeage de la Vice-primature (qui était par ailleurs le résultat d'une manœuvre de Jacques Sylla). Option 3, ambition : se servirait-il de cette place comme d'un tremplin vers la quatrième République, et serait-il par deal avec Andry Rajoelina le dauphin de celui-ci à la fin de la transition ? L'option 3 serait quand même étonnante, quand on connaît l'hypertrophie de l'ego de l'ancien Maire d'Antananarivo. Et comme on connaît les politiciens malgaches qui n'aiment pas trop la concurrence, on se demande déjà qui au sein de la HAT ou du Gouvernement de transition lui jettera la première peau de banane.

[Malgré leurs imperfections, la qualité acceptable des résolutions des Assises nationales](#) et la feuille de route électorale ont plus ou moins rassuré la communauté internationale sur le sérieux de la nouvelle équipe dirigeante, et lui a donné un minimum de crédibilité. A ceci s'ajoute que les récentes tournées de Andry Rajoelina dans les régions ont montré une certaine affluence, si ce n'est une affluence certaine. Par conviction de la foule ou par curiosité ? Peu importe, les faits sont là, et ils ont impressionné beaucoup de vrais et faux sceptiques. Le TGV gagne en vitesse de croisière. En face, l'audience de l'opposition pro-TIM s'effrite et son combat est selon toute vraisemblance perdu. Le public à Ambohitovo se réduit comme une peau de chagrin tandis que [les ralliements à Rajoelina se multiplient](#). Même au niveau des meneurs, on semble ne plus trop y croire, et les dissensions seraient apparues entre les illuminés qui continuent à réclamer le retour de *Dada* (autre surnom de Ravalomanana), et ceux qui sont suffisamment lucides pour savoir que cela n'est pas opportun dans le contexte, dans l'intérêt même du principal concerné (lire à ce sujet [notre éditorial du 25 mars](#)).

Les diplomates de la France, de l'ONU et de l'Union africaine pourraient donc tenter un rapprochement entre la HAT, le TIM et le CRN, afin de favoriser une véritable sortie de crise. Petite mention pour les diplomates onusiens Menkerios, Dramé et Leus : même s'ils se font discrets depuis un certain temps, leurs efforts depuis Janvier pour utiliser la moindre parcelle d'espoir pour un dialogue quand cela était encore possible mérite le respect et la gratitude des Malgaches épris de paix. Mais on se pose quand même la question : leur silence actuel vaut-il soumission, démission ou tout simplement réflexion devant l'évolution de la situation ?

Les tendances montrent donc que Andry Rajoelina et la HAT vont probablement bénéficier dans les prochains mois, voire semaines, d'une certaine tolérance de la part de plusieurs membres de la communauté internationale. Les prochaines élections législatives (Mars 2010) seront la première étape du véritable retour à l'ordre constitutionnel exigé par les Capitales et les Sièges. Toutefois, si la Conférence nationale de Juin 2009 se passe bien (avec ce que cela suppose d'adhésion minimale du TIM, du MFM et du CRN), les choses peuvent évoluer plus rapidement qu'on ne le pense. C'est donc sur les technocrates de Zazah Ramandimbarison et les diplomates de Ny Hasina Andriamanjato que l'avenir immédiat de la Transition se joue, car il est évident que ce n'est pas tout à fait sur Alain Ramaroson, Monja Roindifo, Jao Jean, Radio Viva, les prisonniers politiques ou les troupes du CAPSAT que Andry Rajoelina peut bâtir la crédibilité nationale et internationale de son régime.

Par lassitude, par crainte de représailles, par réalisme, par découragement, par lucidité, par lâcheté, ou par intérêt (comme certains politiciens), de plus en plus de Malgaches citoyens considèrent qu'il est maintenant préférable de faire contre mauvaise fortune bon cœur, et essayer d'agir pour que la Transition se passe bien, au lieu de lui mettre des bâtons dans les roues et faire perdurer la crise. Cependant, cela ne signifie pas nécessairement que [la crise est derrière nous](#), loin de là. Après l'effet Zazah, il faudra voir l'effet Bébert, car le Professeur Albert Zafy, patron du CRN a appelé à la mise en place de provinces autonomes pour protester contre la HAT. Toutefois, au niveau international, c'est donc une victoire à l'usure qui commence à se dessiner pour Andry Rajoelina. Même si certains vont le faire à reculons et du bout des lèvres, la communauté internationale va donc peu à peu se déculotter devant le coup d'Etat, et lui donner l'onction d'un coup de maître : cela fera un bel exemple à suivre de jurisprudence en Droit international. Mais pour l'ancien DJ, peu importe la musique, pourvu qu'il y ait du rythme.